

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

N° 81 du 01.01 au 19.01.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Chavez et Ahmadinejad, AFP en délit de mensonges et manipulation

LEMONDE.FR avec AFP : Les Etats-Unis menacent de "répondre", si l'Iran bloquait le détroit d'Ormuz.

[Juste une nouvelle guerre qui débute...](#)

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

Ahmadinejad : Le capitalisme est dans l'impasse.

Visite historique d'Ahmadinejad en Irak.

Les Usa au cœur des débats.

Ahmadinejad : [Les Etats-Unis feront renversés leurs potentats.](#)

Abdel Bari Atwan : Que font les États-Unis dans le Golfe ?

1) Politique Iranienne

Ahmadinejad

[Chavez reçoit son frère Ahmadinejad en pleine crise entre l'Iran et les USA.](#)

Les grandes manœuvres

L'Iran et l'Afghanistan signent un accord de défense.

Sur le terrain

Ria Novosti : [Un porte-avions US au large des côtes iraniennes.](#)

OLJ/Agences : [Nouvelle mise en garde iranienne contre la marine US dans le Golfe.](#)

2) Politique des Usa

Préparation à la guerre

3) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

4 Les organisations mondiales

1 AIEA (Onu)

IRIB : [Le Synday Times publie les détails de l'assassinat de Roshan.](#)

5 Dans le monde

Canada

Préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran.

6 Les brèves

Les Vingt-Sept gèlent les avoirs de 143 nouvelles sociétés iraniennes.

Tiré à Part

Chavez et Ahmadinejad, AFP en délit de mensonges et manipulation.

Le 09 janvier 2012, Hugo Chavez recevait Mahmoud Ahmadinejad à Caracas.

Dans son discours, le président vénézuélien a plaisanté sur la diabolisation des médias occidentaux, remarquant qu'ils imaginaient sans doute qu'un missile serait lancé depuis le Venezuela vers Washington.

L'AFP a grossièrement manipulé les déclarations de Chavez pour transformer sa boutade en terrifiante déclaration de guerre.

VIDEO http://www.youtube.com/watch?v=Okkq3ei_gnI&feature=player_embedded#!

Le 13 janvier 2012

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

<http://www.michelcollon.info/L-AFP-en-flagrant-delit-de.html>

LEMONDE.FR avec AFP : Les Etats-Unis menacent de "répondre", si l'Iran bloquait le détroit d'Ormuz. **Les Etats-Unis "répondront" par la force si l'Iran cherche à bloquer** le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le trafic maritime pétrolier, a affirmé dimanche 8 janvier le secrétaire américain à la défense, Leon Panetta, interrogé dans l'émission "Face the nation", sur la chaîne CBS. *"C'est une autre ligne rouge"* à ne pas **franchir**, a insisté le chef du Pentagone.

La tension est montée d'un cran entre Téhéran et Washington mardi après les mises en garde émises par l'Iran à l'issue de manœuvres militaires contre la présence de la marine américaine dans le Golfe, suscitant des craintes sur l'éventuelle fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transite 35% du pétrole brut transporté par voie maritime dans le monde.

En dépit de ces menaces, Washington a promis de **maintenir** ses navires de guerre déployés dans le Golfe, la **Maison Blanche** estimant que les avertissements de l'Iran trahissaient sa *"faiblesse"* et montraient l'efficacité des sanctions contre son programme nucléaire controversé.

"NOUS AGIRIONS ET ROUVRIRIONS LE DÉTROIT"

Le plus haut gradé américain, le général **Martin Dempsey**, a de son côté jugé dimanche que l'Iran serait en mesure de **bloquer** le détroit, une *"action intolérable"* selon lui. *"Nous avons investi dans des moyens pour nous assurer que si c'est le cas, nous l'emportons"*, a-t-il confié aux côtés de **Leon Panetta**. *"Nous agirions et rouvririons le détroit"* en cas de fermeture, a prévenu le général Dempsey.

"Sont-ils en train de développer une arme nucléaire? Non. Mais nous savons qu'ils tentent de développer une capacité nucléaire et cela nous préoccupe", a répété le secrétaire américain à la défense sur CBS, réaffirmant la priorité donnée à l'action diplomatique et aux sanctions économiques contre le régime des mollahs sans pour autant **exclure** toute action militaire.

S'il n'a pas voulu **qualifier** la difficulté à **mener** une éventuelle action militaire, le chef d'état-major interarmées, Martin Dempsey, a expliqué que son rôle était de **planifier** une éventuelle opération, d'en **évaluer** les risques et, *"dans certains cas, de positionner des moyens"* militaires pour **mener** une telle opération. *"Toutes ces activités sont en cours"*, a-t-il précisé.

Petit répit dans les tensions entre les deux pays, la marine américaine a libéré jeudi treize marins iraniens retenus en otage par des pirates somaliens au large d'Oman, une action saluée par Téhéran comme un *"geste humanitaire positif"*.

LEMONDE.FR avec AFP

08.01.12 |

Mis à jour le 08.01.12

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/01/08/les-etats-unis-menacent-de-repondre-si-l-iran-bloquait-le-detroit-d-ormuz_1627184_3222.html#xtor%3dEPR-32280229-%5bNL_Titresdujour%5d-20120109-%5btitres%5d

Juste une nouvelle guerre qui débute...

Nous avons appris aujourd'hui que la Grande-Bretagne a envoyé ses meilleurs navires de guerre dans le Golfe persique.

Le navire de guerre britannique le plus moderne se dirige vers le Golfe persique pour sa première mission...Mais à un moment de tensions qui ont poussé l'Iran à menacer de fermer le détroit stratégique d'Ormuz, une voie de transport essentiel pour le pétrole...

Le destroyer de la Royal Navy Type 45 HMS Daring, qui dispose d'un système « furtif » dont l'objectif est d'éviter la détection par les radars, est en train de rejoindre d'autres navires britanniques dans la région, a confirmé le ministère de la Défense ce samedi. Ceci ne devrait en rien être une surprise pour nous, considérant le fait choquant que 80% des députés du parti britannique au pouvoir sont membres de la « Conservative Friends of Israel » (CFI), une bande de sionistes enragés.

Combien de temps va-t-il encore falloir avant que les Britanniques ne montrent des signes de lassitude à l'égard de leurs politiciens et de leur comportement institutionnalisé de traîtres ?

10/01/2012

IRIB

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

Ahmadinejad : Le capitalisme est dans l'impasse.

Le développement des pays capitalistes est dans l'impasse, la destruction restant pour eux la seule issue, a déclaré mercredi le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, en visite à Cuba.

"Le capitalisme manque de logique, et il recourt aux armes pour tuer et détruire. Le meurtre, c'est tout ce qui reste actuellement au système capitaliste. Le système capitaliste s'est presque effondré dans sa décadence", a déclaré le chef de l'État iranien.

"Pourquoi les Etats-Unis punissent-ils les peuples iranien, cubain et latino-américains? Avons-nous attaqué qui que ce soit? Avons-nous jamais eu des revendications exagérées? Jamais", a ajouté le responsable.

Le chef de l'État iranien a également exhorté à créer un nouvel ordre mondial, "fondé sur la justice" et "respectueux à tous les êtres humains".

"Si nous ne créons pas le nouvel ordre mondial, ce seront les héritiers de propriétaires d'esclaves et les capitalistes qui le feront", a-t-il déclaré.

M.Ahmadinejad est arrivé à Cuba mercredi 11 janvier. Le président iranien a été nommé le docteur honoraire de l'Université de la Havane.

Cuba était le troisième pays que le président iranien a visité dans le cadre de son périple dans l'Amérique latine, après le Venezuela et le Nicaragua. Jeudi matin, M.Ahmadinejad se rendra en Équateur.

12 janvier

<http://fr.rian.ru/world/20120112/193007391.html>

Visite historique d'Ahmadinejad en Irak.

Le président iranien a rencontré Ali Akbar Velayati, conseiller de l'Ayatollah Khomeini.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est arrivé dimanche en Irak pour une visite de deux jours sans précédent pour un chef d'Etat iranien dans l'histoire contemporaine des deux pays voisins, ont indiqué les médias et le ministre irakien des Affaires étrangères.

Le ministre, Hoshyar Zebari, qui doit accueillir le président iranien, a affirmé que son avion, en provenance de Téhéran, avait atterri à l'aéroport international de Bagdad à 09h05 locales (06H05). La télévision irakienne Furat avait auparavant indiqué que M. Ahmadinejad était arrivé. Le président iranien doit rencontrer dans la foulée le président irakien Jalal Talabani, un Kurde, à son domicile de Bagdad, puis le Premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite.

La visite de Mahmoud Ahmadinejad sera la première d'un chef d'état iranien dans l'histoire récente de l'Irak et l'Iran, deux puissances régionales à majorité chiite ennemies durant le régime de Saddam Hussein. (belga)

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1734/Irak/article/detail/190982/2008/03/02/Visite-historique-d-Ahmadinejad-en-Irak.dhtml>

Les Usa au cœur des débats.

Ahmadinejad : [Les Etats-Unis feront renversés leurs potentats.](#)

« Certains gouvernements de la région qui s'imaginaient que leur suivisme des Etats-Unis et leur obéissance aveugle à leurs diktats, les maintiendront au pouvoir, sont tombés dans la trappe et ils seront finalement renversés par les Etats-Unis eux-mêmes, a fait remarquer le président Ahmadinejad. « Un coup d'œil sur la donne actuelle du monde, on remarque des pays dans le voisinage de l'Iran, qui sont dans la tourmente, s'imaginent qu'en s'appuyant sur les Etats-Unis et leurs alliés, ils pourraient préserver la paix et leur autorité, a souligné le président avant d'ajouter : « Ces pays ont même accepté de payer par leur prestige et leur richesse, les frais de la répression du soulèvement des peuples dans d'autres pays alors que l'Arrogance ne leur accordent aucune importance et qu'ils ne les instrumentalisent que dans le droit fil de ses propres intérêts.

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad a ajouté mercredi que la nation iranienne ne cédera jamais à la politique expansionniste des États-Unis. Il a rappelé que les États-Unis et leurs alliés œuvrent contre l'Iran depuis 32 ans maintenant.

S'adressant aux ennemis du pays, il s'est interrogé sur ce qu'ils ont obtenu au cours des trois dernières décennies de leur animosité contre la nation iranienne qui les pousse à continuer de la même manière. Il a dénoncé les allégations des ennemis de la nation iranienne faites d'accusations infondées alors qu'ils sont les seuls à mériter de tels comportements.

28/12/2011

<http://french.irib.ir/info/iran-actualite/item/161143-les-etats-unis-feront-renverses-leurs-potentats-ahmadinejad>

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1112285435155600.htm>

Abdel Bari Atwan : Que font les États-Unis dans le Golfe ?

Il y a d'un côté ceux qui soutiennent que l'administration Obama, à la veille d'une bataille féroce électorale avec ses rivaux républicains et face à une grave crise économique, ne peut pas risquer un nouvel embrasement, après s'être brûlé les doigts sur les guerres perdues d'Afghanistan et d'Irak. Mais ne serait-ce pas être aussi rationnel que de conclure qu'en raison de ces éléments justement - la crise économique et l'élection présidentielle - l'administration Obama voudrait peut-être une guerre ?

Pour mieux nous faire comprendre que soutenir Israël et satisfaire à ses exigences pour une destruction des ambitions nucléaires de l'Iran sont un dénominateur commun dans toutes les campagnes électorales des deux grands partis politiques américains. Pour gagner la bonne volonté d'Israël et du puissant lobby juif, un candidat républicain a même menacé d'envoyer des avions et des missiles contre l'Iran pour protéger Israël.

Le président Obama a raccourci ses vacances du Nouvel An et a mis moins de deux jours à reprendre le travail et signer une loi imposant une interdiction de toute transaction avec la Banque centrale de l'Iran. Il a également publié une déclaration dans laquelle il appuie fortement une entente préliminaire européenne pour imposer de sévères sanctions sur les exportations de pétrole iranien. C'est comme s'il voulait, à un tel point, aggraver les sanctions en vigueur qu'il ne pouvait tolérer d'attendre la fin du mois pour signer ce document.

L'Amérique et ses alliés occidentaux ne peuvent pas survivre sans mener des guerres au Moyen-Orient, alors ils inventent des prétextes. Au cours des dix dernières années, ils ont mené trois guerres majeures, en Afghanistan, en Irak et en Libye. Maintenant il semble que le compte à rebours a commencé pour une quatrième guerre, cette fois-ci contre l'Iran, dans les prochaines semaines ou prochains mois.

Il y a trois indicateurs clés communs à chacune de ces guerres précédentes - et montrant qu'une nouvelle est en préparation :

D'abord, l'imposition de négociations israélo-palestiniennes par la force, pour donner l'impression que l'Amérique est engagée à résoudre ce problème. C'est ce que George H.W. Bush a fait quand il a convoqué la Conférence de paix en 1991 à Madrid, afin de justifier son opération « Tempête du désert » contre l'Irak. C'est ce que George W. Bush a fait quand il a lancé des négociations et parlé deux fois d'établir un État palestinien, d'abord à la veille de lancer sa « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan, puis avant d'aller occuper l'Irak.

Et maintenant, à la demande de l'Amérique et sous l'initiative jordanienne, sans motif et sans respecter la moindre des exigences palestiniennes de stopper l'activité de colonisation, l'Autorité palestinienne est

à nouveau contrainte d'ouvrir des pourparlers avec les Israéliens, alors que les colonies israéliennes connaissent une expansion sans précédent. Et pourquoi ? Parce que ce sont les préparatifs d'une guerre contre l'Iran et peut-être contre la Syrie, le Hamas et le Hezbollah.

Le seconde indicateur a trait à l'achat de systèmes d'armes modernes par les pays du Golfe. Cela équivaut à plus de 130 milliards de dollars sous la forme d'avions et de missiles - bien plus que la capacité de ces pays à les absorber. L'intention ici est de donner une impulsion à l'industrie de guerre américaine, créant des milliers d'emplois pour les chômeurs d'Amérique, ce qui est une façon indirecte de recycler les profits pétroliers des pays du Golfe.

Troisième indicateur : le siège de l'Iran se poursuit par des sanctions et des embargos visant à étouffer économiquement l'Iran et ses alliés et à affamer la population. L'expérience enseigne que tous les embargos imposés par l'Amérique ont présagé une guerre destructrice. Ce fut le cas en Irak, en Libye et en Afghanistan, et nous doutons que l'embargo étouffant imposé sur l'Iran, qui est de plus en plus strict depuis ce mois-ci, puisse être une exception.

Nous assistons maintenant à une guerre de communiqués sur les eaux du Golfe arabe. L'Iran mène des exercices navals et teste de nouveaux systèmes d'armes qui incluent des missiles à moyenne et longue portée. Washington a réagi en mettant en garde l'Iran contre de graves conséquences s'il donnait suite à sa promesse de fermer le détroit d'Ormuz, et considère la menace de Téhéran de fermer le détroit comme un signe de faiblesse - comme si les États-Unis incitaient l'Iran à aller jusque-là.

L'administration américaine, qui a certainement élaboré des plans pour mener cette guerre avec la coopération de son allié la Grande-Bretagne, est à la recherche de la « détente ». Qu'il s'agisse de plans pour mener une guerre réelle ou de plans pour une guerre d'ordre psychologique, les États-Unis sont le grand gagnant. D'une façon ou d'une autre, ils ont réussi dans leurs efforts pour augmenter la crainte dans les petits États du Golfe, dont les poches et les caves sont remplies de milliards de dollars avec lesquels ils peuvent acheter des armes pour soutenir des économies qui risquent l'effondrement, comme aux États-Unis et en Europe.

Hillary Clinton, ingénieur en chef de la politique étrangère américaine et de ses dernières guerres dans la région, affirme qu'elle ne permettra pas à l'Iran d'acquérir des armes nucléaires, afin, dit-elle, de prévenir une course aux armes nucléaires dans la région entre des pays comme l'Égypte, la Turquie et l'Arabie saoudite. Mais on peut répondre à cette justification en demandant pourquoi il n'est pas question de course aux armements nucléaires lorsque c'est Israël - plus dangereux pour la nation arabe que ne l'est l'Iran, et qui continue d'occuper des terres arabes et des lieux saints - qui s'équipe de telles armes ?

Nous pouvons même voir un certain avantage à une course aux armements dans la région en ce qu'elle coûterait beaucoup moins cher que d'acheter des armes américaines. En outre, elle constituerait un bouclier dissuasif en faveur des peuples arabes face aux menaces à la fois iraniennes et israéliennes.

* Abdel Bari Atwan est palestinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grand quotidien en langue arabe édité à Londres.

Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

Abdel Bari Atwan

5 janvier 2012 –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.abdelbariatwan.com/Ameri...>

[Traduction : Info-Palestine.net](#)

1) Politique Iranienne

Ahmadinejad

[Chavez reçoit son frère Ahmadinejad en pleine crise entre l'Iran et les USA.](#)

Ndlr : la publication des articles doit être vu comme information.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a reçu lundi son homologue et frère Mahmoud Ahmadinejad, au premier jour d'une tournée du président iranien dans quatre pays latino-américains hostiles aux États-Unis, en pleine crise avec l'Occident sur son programme nucléaire.

Il y a la volonté de continuer à travailler ensemble (...) pour freiner la folie impérialiste qui prétend contrôler la planète, a déclaré M. Chavez dans la cour du palais présidentiel de Miraflores où le président

iranien a été reçu avec les honneurs militaires.

Aujourd'hui, le peuple vénézuélien et le peuple iranien sont sur le chemin de la lutte contre l'égoïsme et l'arrogance de l'impérialisme, a renchéri M. Ahmadinejad durant la cérémonie, retransmise à la radio et la télévision.

Le président iranien est arrivé dimanche à Caracas, première étape de cette tournée de cinq jours qui doit également le conduire au Nicaragua, à Cuba puis en Equateur, pays réputés hostiles aux Etats-Unis.

L'objectif de ce déplacement est de renforcer les relations entre la République islamique et ces pays alors que les puissances occidentales accentuent la pression sur l'Iran pour qu'il renonce à son programme nucléaire civil, soupçonné d'être destiné à fabriquer clandestinement l'arme atomique.

Lundi, l'Iran a annoncé le début de l'activité d'enrichissement d'uranium dans son usine de Fordo, au sud-ouest de Téhéran, et la condamnation à mort d'un citoyen irano-américain, accusé d'espionnage.

Les Etats-Unis ont fermement condamné ce verdict et ont qualifié, à l'instar de l'Allemagne, de nouvelle escalade l'annonce de la production d'uranium enrichi. La Grande-Bretagne a évoqué une provocation.

Les relations s'étaient déjà tendues ces dernières semaines, notamment après les menaces iraniennes de fermer le détroit stratégique d'Ormuz, par où transite environ 35% du trafic pétrolier maritime mondial.

Ces menaces ont suivi la promulgation fin décembre par le président américain Barack Obama d'une loi renforçant les sanctions contre le secteur financier de l'Iran. L'Union européenne envisage elle aussi d'interdire fin janvier l'achat de pétrole iranien.

Le président iranien est accompagné dans son périple par une importante délégation ministérielle: Ali Akbar Salehi (Affaires étrangères), Shamseddine Hosseini (Economie), Mehdi Ghazanfari (Industrie, commerce et mines) et Majid Namjou (Energie).

M. Ahmadinejad avait annoncé à son départ qu'il allait inaugurer plusieurs projets et signer de nouveaux contrats avec chacun des pays figurant au programme de sa tournée.

Les Etats-Unis ont demandé lundi à ces pays de faire tout leur possible pour lui rappeler que le chemin qu'il a pris dans son dialogue sur le nucléaire avec la communauté internationale est erroné.

Hugo Chavez, qui entretient également des relations tendues avec Washington, a affirmé dimanche que les recommandations des Etats-Unis sur la nature des liens qu'il devait entretenir avec l'Iran le faisaient rire alors que l'Equateur répliquait qu'il ne disait pas aux Etats-Unis ce qu'ils devaient faire.

Dimanche, Washington avait décidé d'expulser la consul vénézuélienne à Miami, Livia Acosta, présentée dans un documentaire de la chaîne hispanophone Univision comme complice du présumé projet iranien d'attentats aux Etats-Unis en 2007.

Mardi, le président iranien assistera à l'investiture du président réélu du Nicaragua, Daniel Ortega.

Il se rendra ensuite à Cuba, où il pourrait rencontrer Fidel Castro, puis en Equateur, pour une réunion avec son homologue Rafael Correa, jeudi.

10/01/2012

http://www.romandie.com/news/n/_Chavez_recoit_son_frere_Ahmadinejad_en_pleine_crise_entre_l_Iran_et_les_USA090120122301.asp

Les grandes manœuvres

L'Iran et l'Afghanistan signent un accord de défense.

L'Iran et l'Afghanistan à la fin de la première rencontre de leur commission mixte de coopération de défense à Téhéran ont signé un protocole d'entente portant sur l'élargissement de leur coopération de défense.

Selon un communiqué du ministère iranien de la Défense, le protocole d'accord a été signé par les responsables des deux parties ».

Pendant la cérémonie de signature, les deux parties ont exprimé l'espoir que l'accord aiderait à promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité en Afghanistan ainsi que dans toute la région.

Cet accord a appelé également à la promotion de programmes de formation dans les domaines de la logistique et de l'ingénierie.

La délégation militaire afghane pendant son séjour à Téhéran s'est entretenue avec le ministre iranien de la défense, le ministre iranien des Affaires étrangères et le président de la commission de la sécurité nationale et de politique étrangère du parlement iranien sur des sujets d'intérêts mutuels ainsi que des développements régionaux.

La délégation afghane a également visité certaines installations de défense iranienne.

Politique intérieure & extérieure

Politique extérieure

[L'Iran a transmis à la Suisse la preuve de l'implication directe de la CIA, dans l'assassinat d'un scientifique nucléaire](#)

Le ministère des Affaires étrangères de l'Iran vient de transmettre à l'Ambassadeur de Suisse, à Téhéran, des preuves de l'implication de la CIA, dans l'assassinat du jeune scientifique nucléaire, Mostafa Ahmadi Roshan. Lors de la remise de ces documents, à l'ambassade de la Confédération helvétique, qui représente les intérêts des États-Unis, en Iran, le ministère des Affaires étrangères de la RII a déclaré par écrit : « Nous avons en notre possession des documents crédibles, qui témoignent du fait que cet attentat terroriste a été planifié et exécuté, avec l'implication directe des agents de la CIA ». Mostafa Ahmadi Roshan, âgé de 32 ans, employé du centre iranien nucléaire de Natanz, a été victime d'un attentat à la bombe, le 11 janvier 2012. C'est le quatrième assassinat de scientifiques iraniens liés à des recherches nucléaires. L'Iran attribue tous ces meurtres à des agents de la CIA et du Mossad.

IRIB

Sur le terrain

Ria Novosti : [Un porte-avions US au large des côtes iraniennes.](#)

Les forces navales iraniennes, qui manœuvrent au large des côtes sud du pays, ont découvert un porte-avions américain patrouillant à une faible distance des bâtiments de guerre de la République islamique, a annoncé jeudi l'agence iranienne IRNA, se référant au commandant en chef adjoint de la Marine, le contre-amiral Mahmoud Moussawi.

Le porte-avions a été découvert par un avion de patrouille maritime iranien, a précisé M. Moussawi. "Notre Marine observe attentivement les déplacements de tous les groupes militaires dans la région et en contrôle les activités", a-t-il souligné.

La situation concernant les manœuvres navales iraniennes s'est aggravée après la déclaration de Téhéran selon laquelle l'Iran pourrait bloquer le détroit d'Ormuz, importante voie d'acheminement de pétrole et de gaz en provenance du Golfe. Un membre de la commission parlementaire pour la sécurité nationale de l'Iran, Parviz Sarvari, a annoncé mi-décembre que les manœuvres navales auraient pour objectif de mettre au point un scénario de blocage du détroit. Cette déclaration a alors provoqué une flambée des cours du brut sur les marchés mondiaux. Pour calmer les esprits, le porte-parole de la diplomatie iranienne Ramin Mehmanparast a fait savoir que le bouclage du détroit d'Ormuz n'était pas prévu lors des manœuvres.

Le vice-président iranien Mohammad Reza Rahimi a indiqué mardi que Téhéran fermerait le détroit en cas de sanctions occidentales frappant les exportations pétrolières iraniennes. Le contre-amiral Habibollah Sayari a souligné à son tour que les militaires étaient en mesure de le faire, mais que cette décision devait être prise par les hauts dirigeants du pays.

Le commandement de la Cinquième flotte des États-Unis, basé au Bahreïn, a pour sa part promis de contrer toute action visant à entraver la navigation dans le détroit d'Ormuz.

29/12/2011

Ria Novosti

Golfe Persique : L'Iran met en garde les États-Unis

Mardi 3 janvier 2012, le général Ataollah Salehi, commandant en chef de l'armée iranienne a déclaré: « Nous conseillons au porte-avion américain [John C. Stennis, NDLR] qui a traversé le détroit d'Ormuz, et qui se trouve en mer d'Oman de ne pas retourner dans le Golfe Persique. L'Iran n'a pas l'intention de répéter son avertissement et fera tout pour préserver la sécurité dans le détroit d'Ormuz ». Le porte-avion américain qui se trouvait dans le Golfe Persique avait en effet traversé, la semaine dernière, le détroit d'Ormuz pour se rendre en mer d'Oman, en pleines manœuvres navales iraniennes qui ont duré 10 jours autour du détroit. Cette mise en garde adressée aux États-Unis a eu de nombreux échos en Occident.

La chaîne satellitaire américaine *Foxnews* a rapporté l'avertissement du commandant de l'armée iranienne adressé au porte-avion américain dans le Golfe persique, précisant que cet avertissement ne serait pas répété dans le futur. *Foxnews* a prétendu que le porte-avion américain, qui appartient à la 5^{ème} Flotte américaine et qui se dirigeait vers le détroit d'Ormuz, via le Mont Ali à Dubaï, était à l'origine présent dans la région du Golfe persique.

Tandis que l'agence de presse mondiale *AP* reprenait l'information dans ses colonnes internationales, *Reuters*, sous son titre « *L'Iran met en garde les États-Unis* », écrivait que « *plusieurs jours après la menace de l'Iran de fermer le détroit d'Ormuz, l'armée iranienne revenait à la charge et mettait en garde le porte-avion américain de pénétrer dans le Golfe persique, au risque de s'exposer à des mesures militaires répressives* ».

Néanmoins, l'adjoint du chef de l'état-major des forces armées iraniennes, le général Massoud Jazayeri, a atténué ces menaces en déclarant mardi que l'Iran n'avait pas l'intention de fermer le détroit par où transite 35% du trafic pétrolier maritime mondial.

De leur côté, les États-Unis ont déclaré le même jour ne pas rechercher la confrontation avec l'Iran : « *Personne dans ce gouvernement ne recherche la confrontation au sujet du détroit d'Ormuz. Il est important de faire retomber la pression* », a indiqué le porte-parole du Pentagone, George Little.

Source : Parti Anti Sioniste

Jeudi 5 janvier 2012

<http://www.partiantisioniste.com/...>

OLJ/Agences : [Nouvelle mise en garde iranienne contre la marine US dans le Golfe.](#)

Le ministre iranien de la Défense, le général Ahmad Vahidi, a lancé mercredi une nouvelle mise en garde contre la présence de la marine américaine dans le Golfe. "Nous avons toujours dit que la présence des forces non régionales dans le Golfe Persique était nocive et ne pouvait que créer des troubles. Et nous avons par conséquent toujours demandé qu'elles ne soient pas présentes dans cette voie d'eau", a déclaré le général Vahidi, cité par l'agence iranienne Mehr.

Le porte-avions américain John C. Stennis stationné dans le Golfe a traversé la semaine dernière le détroit d'Ormuz pour se rendre en mer d'Oman, et ce en pleines manoeuvres navales iraniennes qui ont duré 10 jours dans la région du détroit.

Un haut responsable militaire iranien avait déjà averti mardi les Etats-Unis de ne pas renvoyer leur porte-avions dans le Golfe. Le bâtiment américain devra affronter "toute la force" de la marine iranienne s'il revenait, avait prévenu ce responsable.

Le même jour, la Maison Blanche a affirmé que ces avertissements trahissaient la "faiblesse" de l'Iran.

Le Pentagone a de son côté adopté une position partagée, promettant de maintenir les bâtiments de guerre déployés dans le Golfe, tout en assurant ne pas rechercher la confrontation avec l'Iran.

La tension est actuellement très vive, alors que Téhéran vient de tester lundi de nouveaux missiles dans la région du détroit d'Ormuz et a menacé de fermer ce détroit par où transite 35% du trafic pétrolier maritime mondial, en cas de nouvelles sanctions internationales.

OLJ/Agences

04/01/2012

[http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/738837/Nouvelle mise en garde iranienne contre la marine US dans le Golfe.html](http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/738837/Nouvelle_mise_en_garde_iranienne_contre_la_marine_US_dans_le_Golfe.html)

Préparation à la guerre

Larijani : [Iran : les assassinats ne parviendront pas à arrêter le programme nucléaire iranien.](#)

Le président du parlement iranien a déclaré qu'avec les assassinats des savants atomistes iraniens, les activités pacifiques nucléaires iraniennes ne cesseront pas. Ali Larijani qui parlait lundi à l'antenne d'Al-Alam, tout en condamnant l'assassinat du martyr Mostafa Ahmadi-Roshan, tué par les éléments de l'Arrogance, a ajouté: « la gestion des activités nucléaires de l'Iran est de sorte que les assassinats des individus ne parviendront pas à les arrêter. » Au sujet de l'implication des éléments américains, britanniques et israéliens dans les assassinats des savants atomistes iraniens, Larijani a souligné que de preuves indéniables sont à la disposition de l'Iran, et les terroristes arrêtés l'ont déjà avoué. Le président

du Majlis islamique, en évoquant également que ces renseignements sont mis à la disposition de l'ONU, du Conseil de Sécurité et des Etats-Unis, a indiqué: « malheureusement le Conseil de sécurité n'exerce pas ses devoirs et l'ONU est un instrument au service des politiques américaines. »

17/01/2012

IRIB

2) Politique des Usa

Préparation à la guerre

En prélude à une attaque sur l'Iran, Obama déploie des milliers de soldats en Israël.

Avec des médias restant remarquablement discrets, des milliers de soldats américains sont déployés en Israël et des responsables iraniens estiment que ce n'est que le dernier signal d'alarme, et le plus flagrant, que les Etats-Unis vont bientôt attaquer Téhéran.

La soumission des Etats-Unis aux intérêts israéliens est à présent absolue -

Les tensions entre les deux pays ont été élevées ces derniers mois et n'ont fait qu'empirer dans les semaines qui ont suivi le début du mois de décembre lorsque l'Iran a détourné et récupéré un drone espion américain. Beaucoup estiment que la situation entre l'Iran et les Etats-Unis dégénérera bientôt dans une guerre tous azimuts et que cet événement pourrait se produire plus tôt qu'on ne le pensait. L'armée israélienne va héberger dans les prochaines semaines le plus important test de systèmes de missiles réalisé conjointement par les deux pays. Après l'installation de troupes américaines près du détroit d'Ormuz, voisin de l'Iran, et le renforcement des pays limitrophes avec des armes américaines, les autorités de Téhéran envisagent que tout ceci ne soit pas de simples manoeuvres mais le prélude de quelque chose de beaucoup plus important.

Dans les tests prévus, le THAAD [Theater High Altitude Area Defense], le système antimissile américain sera géré par le système Aegis à partir de navires, conjointement avec le système Israël basé sur les missiles Arrow, Patriot et Iron Drone.

Des responsables militaires israéliens disent que les tests ont été planifiés avant les épisodes récents impliquant les Etats-Unis et l'Iran. La préoccupation, cependant, est liée au fait que ces manoeuvres nécessitent le déploiement de milliers de soldats américains en Israël.

Le Jerusalem Post cite le commandant américain lieutenant-général Frank Gorenc disant que le test n'est pas seulement un « exercice », mais aussi un « déploiement » qui impliquera « plusieurs milliers de soldats américains ». En outre, des postes de commandement seront établies par les forces américaines en Israël et l'armée israélienne elle-même commencera à opérer à partir d'une base en Allemagne.

En septembre, le Commandement américain en Europe a construit un système de radar en Israël.

L'Amérique a préalablement équipé l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis avec de nouvelles armes afin de ruiner toute éventualité d'un programme d'arme nucléaire iranienne. Les États-Unis ont maintenant ajouté des forces en Israël et en Allemagne, et Téhéran craint que ce soit un signe que ce ne soit pas qu'un test.

Russia Today a rapporté la semaine dernière que les États-Unis vont l'Arabie Saoudite pour 30 milliards d'avions de guerre F-15, dans le cadre d'un accord qui intervient peu après que Washington ait mis au point un contrat avec Dubaï pour fournir des « bunker buster » aux Emirats Arabes Unis (des bombes qui pourraient détruire les souterrains hébergeant des activités nucléaires dans l'Iran voisin).

Depuis la capture par l'Iran d'un drone américain espion, les tensions ont dégénéré entre les deux nations. Après les menaces d'embargo total sur le pétrole iranien, l'Iran a répliqué en menaçant de fermer le détroit d'Ormuz, une voie essentielle pour le commerce du pétrole à destination des Etats-Unis. Quinze mille marines supplémentaires ont été envoyés dans la région.

La comédie d'une reprise de pourparlers à Amman [Jordanie] entre dirigeants israéliens et dirigeants palestiniens de l'autorité de Ramallah, ces jours-ci relève très probablement d'une volonté de désamorcer d'éventuels regains de tension en Palestine occupée, évitant ainsi à Israël l'ouverture d'un nouveau front au moment où il va attaquer l'Iran. La complaisance des dirigeants de Ramallah à rentrer dans cette combine américano-israélienne n'est en rien une surprise... N.d.T

vendredi 6 janvier 2012

Russia Today

La Maison Blanche s'acharne.

A peine la visite du chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu, en Iran achevée, le sous-secrétaire d'Etat américain, William Burns s'est empressé à se rendre lundi, à Ankara pour débattre avec les responsables turcs de l'Iran ainsi que de la situation en Irak et en Syrie. Washington prétend que la visite avait été programmée à l'avance, pourtant certains médias de la région insistent que c'était pour convaincre les responsables d'Ankara à être sur les mêmes longueurs d'onde que la Maison Blanche vis-à-vis de l'Iran, que Burns a effectué cette visite. Rappelons qu'à l'issue de sa visite en Iran, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu a annoncé que les négociations Iran/5+1 sur les activités nucléaires iraniennes, se reprendront bientôt, sur le sol turc. Il semble donc naturel qu'un responsable américain se précipite pour aller persuader les autorités turques de changer de position. Il est vrai que la Maison Blanche n'a un seul instant hésité, depuis la victoire de la Révolution islamique, d'œuvrer pour affaiblir la Révolution, ne lésinant sur rien, tout au long de ces trois dernières décennies, pour entraver les progrès scientifiques et les succès de l'Iran, via sanctions, intimidations ou pressions qui ont, pourtant, été considérées comme une opportunité pour assurer davantage le progrès scientifique et technique du pays. Les sanctions américaines ont en effet encouragé les savants iraniens à profiter et utiliser leur savoir et atteindre les progrès notables dans divers domaines de la science, nucléaire, pétrole ou industrie. L'Iran a accédé à l'énergie nucléaire pour subvenir à ses besoins en matière civile, Washington cherche toutefois à faire suggérer aux nations de la région que la RII vise des objectifs militaires dans le sens d'un prétendu militarisme dans la région. Voisine de l'Iran, la Turquie ne s'est jamais laissée influencer par les politiques américaines qui consistait à porter préjudice aux relations irano-turques. S'inscrit dans le même cadre, la visite actuelle de Burns en Turquie.

10/01/2012

IRIB -

L'administration Obama pourrait envisager des sanctions contre la banque centrale iranienne. De hauts responsables de l'administration Obama ont indiqué jeudi que celle-ci pourrait soutenir "en temps utile" des sanctions contre la banque centrale iranienne, tout en mettant le Congrès en garde contre les risques d'une telle mesure.

Une telle initiative devrait être "bien conçue et bien ciblée", a souligné lors d'une audition au Sénat Wendy Sherman, directrice politique du département d'Etat.

Les chefs des deux partis de la Chambre des représentants ont réclamé à l'administration Obama de sanctionner la banque centrale d'Iran afin de perturber le programme nucléaire de Téhéran, selon le texte d'une lettre au président Barack Obama rendue publique le 18 novembre. (AIEA) qui vient d'étayer les soupçons des Occidentaux selon lesquels Téhéran, malgré ses démentis, a travaillé à la fabrication d'une arme atomique.

L'UE a en outre "décidé de travailler sur des sanctions plus dures et sans précédent sur les secteurs financier et pétrolier", a annoncé le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé.

Une déclaration évoque la préparation de nouvelles mesures contre "le système financier iranien, le secteur des transports, de l'énergie" ainsi que "contre la Garde iranienne révolutionnaire et d'autres secteurs" pour la prochaine réunion des ministres de l'UE le 30 janvier 2012.

La formulation trouvée est "assez vague" pour continuer à travailler sur un embargo pétrolier, une option soutenue par l'Allemagne et la France notamment, mais qui se heurte aux réticences de certains Etats dépendant du pétrole iranien, a expliqué un diplomate européen.

"La Grèce a émis un certain nombre de réserves", a reconnu M. Juppé. Tout en promettant d'en tenir compte, il a jugé "tout à fait possible" de "travailler avec les différents partenaires pour que l'interruption des livraisons de l'Iran puisse être compensée par l'augmentation de la production dans d'autres pays".

L'UE a importé 5,8% de son pétrole brut d'Iran, soit 30,3 millions de tonnes en 2010, indique la Commission européenne. L'essentiel --un bon tiers-- va à l'Italie, suivie de l'Espagne, la Belgique et la Grèce.

Le brut iranien représente 14,6% des importations en Espagne, 14% en Grèce, 13,1% en Italie.

Tout en s'y disant favorable, le Suédois Carl Bildt s'est interrogé sur "l'impact" réel de la mesure qui ne concernerait pas la Chine, principal client de l'Iran.

Les Européens redoutent aussi une possible hausse des prix du pétrole et donc des recettes de l'Iran.

Selon l'agence Fitch, l'embargo n'affecterait que peu BP, Shell, Total ou Eni, qui profiteront au final d'une hausse des cours.

Outre l'embargo pétrolier, l'UE a mis dans sa ligne de mire la Banque centrale iranienne, ainsi que la banque Tejarat, qui a des filiales au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, ainsi qu'en Chine, aux Emirats Arabes unis et au Tadjikistan, selon un diplomate.

L'offre de négociation du groupe des 5+1 est toujours sur la table, a affirmé la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton en déplorant toujours attendre une réponse à sa dernière lettre.

Israël a pour sa part exclu "à l'heure actuelle" une attaque contre les installations nucléaires iraniennes en guise de rétorsion.

Le saccage mardi de la chancellerie britannique dans la capitale iranienne a jeté de l'huile sur le feu.

L'UE s'est dite "outragée" par ce qu'elle considère comme une action "contre l'ensemble de l'UE" et a évoqué des "mesures appropriées en réponse".

En solidarité avec Londres qui a fermé son ambassade, "nous avons décidé de coordonner nos décisions de rappel de nos ambassadeurs", a expliqué Alain Juppé.

Paris, Amsterdam et Berlin l'ont déjà fait. Et Rome a dit "examiner" cette possibilité.

Ces décisions témoignent de "l'isolement croissant" de l'Iran, ont commenté les Etats-Unis.

Voltairenet : Racisme, guerre secrète, assassinat et torture au programme de la politique étrangère des candidats républicains.

A l'approche de l'ouverture des primaires, les sept candidats en lice pour l'investiture républicaine se livrent à une surenchère néoconservatrice en matière de politique internationale. État des lieux.

Mitt Romney, numéro deux selon les sondages et considéré comme l'un des plus modérés des candidats, a appelé à « passer aux actions secrètes à l'intérieur de la Syrie pour obtenir un changement de régime ».

Rick Santorum, ancien sénateur de Pennsylvanie, a estimé que la récente explosion d'un dépôt de missiles iranien était l'œuvre de Washington et averti qu'il poursuivrait dans cette voie s'il s'installe à la Maison-Blanche, avant de plaider pour des assassinats ciblés : « Tout savant étranger travaillant en Iran pour le programme nucléaire sera considéré comme un combattant ennemi et sera promis, (...) tout comme Oussama ben Laden, à l'élimination. Des savants ont été retrouvés morts en Russie et en Iran. Il y a eu des virus informatiques. Il y a des problèmes dans ces installations. J'espère que les États-Unis sont impliqués », a-t-il dit.

L'égérie du Tea Party, Michele Bachman, a quant à elle jugé que la pratique de la simulation de noyade devait être reprise. Le président Obama avait mis fin à cette forme de torture à son arrivée au pouvoir début 2009.

Le gouverneur du Texas Rick Perry a déclaré devant la Republican Jewish Coalition que « toutes nos lois émanaient de la Torah » et a estimé que les États-Unis devraient aider Israël à attaquer l'Iran.

La palme de la rhétorique néoconservatrice revient sans conteste à l'actuel favori des sondages, Newt Gingrich. Ce dernier a confirmé ses positions après ses commentaires controversés sur les Palestiniens, qualifiant ce peuple « inventé » de « terroriste » lors d'un débat à Des Moines.

Il a promis de financer « tous les groupes dissidents en Iran » et de saboter la plus grande raffinerie du pays.

Il a aussi reproché au département d'État actuel de « procéder au désarmement moral de la tradition judéo-chrétienne » tout en promettant la nomination du néo-conservateur John Bolton à sa tête à la place de Hilary Clinton.

L'ancien président de la Chambre des représentants déclare que s'il devenait président des États-Unis, il envisagerait d'être très proche, « de plusieurs façons », de Benyamin Nétanyahou, l'actuel Premier ministre israélien. « Bibi est un dur à cuire. Il place la sécurité d'Israël en premier », dit-il.

Enfin M. Gingrich veut demander au Congrès de redonner leur « liberté » aux services de renseignement étasuniens, suggérant ainsi de revenir sur l'interdiction actuelle d'assassiner les dirigeants en exercice des États qui s'opposent à la politique impériale.

Au-delà de l'habituelle rhétorique sioniste et anti-iranienne qui vise à s'attirer les faveurs du puissant lobby pro-israélien, ce qui ressort de ces déclarations c'est que désormais les candidats à la Maison-

Blanche assument ouvertement la dimension criminelle de la politique étrangère des États-unis d'Amérique.

<http://www.voltairenet.org/Racisme-guerre-secrete-assassinat>

Dans les coulisses et au sénat

Panetta : [L'Iran ne fabrique pas la bombe atomique.](#)

"En dépit de certains verbiages, l'Iran n'est pas en train de fabriquer la bombe atomique", a estimé le secrétaire américain à la Défense, Léon Panetta. Dimanche, le secrétaire à la Défense a affirmé, au cours d'un entretien accordé à CBS : "Sont-ils (les Iraniens) en train de développer une arme nucléaire ? Non. Mais nous savons qu'ils tentent de développer une capacité nucléaire et cela nous préoccupe", a-t-il confié. "Le programme nucléaire iranien, à des fins civiles, peut lui permettre d'atteindre le seuil suffisant; pour décider de construire une arme nucléaire; si l'Iran le voulait", a-t-il ajouté.

09/01/2012

IRIB

Sur le terrain

Timothy Geithner a quitté bredouille la Chine

Le Secrétaire américain au trésor, Timothy Geithner qui s'était rendu en Chine pour convaincre les autorités chinoises de cesser leur soutien à l'Iran, a reçu une fin de non-recevoir de la part des autorités chinoises et a quitté bredouille Pékin. Un haut responsable chinois a déclaré que son pays préférerait la solution négociée et diplomatique de la question du nucléaire iranien à toute autre option. Geithner s'est rendu, au Japon pour s'entretenir avec les autorités nippones des sanctions contre l'Iran.

12/01/2012

IRIB

3) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

Contre l'Irak, le Mossad a renforcé ses infiltrations chez les Kurdes d'Irak

"Anticipant un retrait militaire américain d'Irak, le Mossad israélien a renforcé sa présence ces derniers mois dans les provinces kurdes du nord du pays, limitrophes de l'Iran", a rapporté le quotidien français "Le Figaro" citant une source française bien informée au Moyen-Orient.

"Les agents du Mossad ou d'anciens militaires israéliens entraînent discrètement les forces de sécurité kurdes. Mais ces dernières années, avec une menace nucléaire iranienne de plus en plus pressante, l'Etat hébreu s'est surtout servi du Kurdistan comme d'une base à partir de laquelle ses agents pouvaient recruter des opposants kurdes iraniens réfugiés dans le secteur, avant de les envoyer en mission de l'autre côté de la frontière en Iran", a dévoilé le reporter du Figaro et spécialiste du Moyen-Orient, Georges Malbrunot dans un article.

"Les services de renseignements français présents en Irak ont été mis au courant de ce renforcement de la présence des agents israéliens auprès des Kurdes", ajoute-t-il.

Selon Malbrunot, la collaboration entre le Mossad et les services de renseignements kurdes d'Irak n'est pas nouvelle.

"La collaboration entre les services de renseignements kurdes et israéliens était assez forte sous le Shah, avant de connaître un ralentissement à l'avènement de la République islamique d'Iran en 1979", a-t-il souligné.

"Mais profitant de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, les espions israéliens ont de nouveau infiltré les régions kurdes du nord de l'Irak, avec l'aval des autorités locales, en particulier de Massoud Barzani, le chef de la région kurde autonome", a-t-il dit.

Le journaliste a également évoqué une implication de ces agents kurdes pro israéliens infiltrés en Iran dans la mort du scientifique iranien tombé en martyr dans une explosion à Téhéran.

"Difficile de dire si Mostapha Ahmadi Roshan, cet ingénieur nucléaire iranien tué dans l'explosion d'une bombe ce matin près d'une université à l'est de Téhéran, l'a été grâce à des informations fournies par un de ces agents kurdes pro israéliens infiltrés en Iran", a-t-il poursuivi.

"Mais le modus operandi de l'attentat en rappelle d'autres, jamais revendiqués bien sûr par Israël, mais

qui, pour les spécialistes, portent la marque du Mossad. Ce faisant, l'Etat hébreu reste fidèle à une tradition qui consiste à éliminer ses ennemis, avant qu'ils ne portent atteinte à sa sécurité", a-t-il conclu. moqawama.org

4 Les organisations mondiales

1 AIEA (Onu)

IRIB : [Le Sunday Times publie les détails de l'assassinat de Roshan.](#)

Le Sunday Times a publié lundi un rapport confirmant que les agents du Mossad étaient derrière l'assassinat du scientifique nucléaire iranien Mostafa Ahmadi-Roshan.

Selon le rapport, l'assassinat de Roshan était similaire aux scénarios vus dans les "films d'espionnage". « La planification de l'attaque a duré plusieurs mois, y compris une surveillance intensive et une collecte de renseignements ».

Citant des sources israéliennes, le Sunday Times a indiqué que cet assassinat était un prélude à une attaque militaire, puisqu'il rendrait plus difficile la reconstruction des installations nucléaires, qui devraient être bombardées.

Par ailleurs, de petits groupes des agents du Mossad ont longuement observé des zones clés à Téhéran, jugées pertinentes à l'assassinat de Roshan, a révélé le quotidien israélien Haaretz.

"Il y a une tolérance zéro pour les erreurs. Evidemment, chaque échec expose non seulement les agents au danger, mais aussi il crée des risques de provoquer un scandale international", a ajouté la source israélienne au Sunday Times.

Le journal basé à Londres a en outre présenté des détails sur l'assassinat, affirmant que le scientifique en question, 32 ans, a été contrôlé à partir d'une salle d'opération proche de sa maison, alors qu'il se préparait à aller au travail.

Pendant ce temps, d'autres agents du Mossad contrôlaient l'accès au site nucléaire du centre de Téhéran, à un kilomètre seulement du lieu de l'assassinat.

« Le chauffeur de la voiture accompagnant le scientifique martyr avait examiné le véhicule de type Peugeot 405. Et vers 8h du matin, un agent sur place a informé son équipe que le scientifique nucléaire est parti. C'est alors que le commandant du groupe a donné son ordre final à des agents qui attendaient le passage du scientifique dans un garage caché ».

Selon la même source, les agents ont détecté la voiture du scientifique à 8h20, et après s'être assurés de son identité, un motard de l'équipe a collé une bombe magnétique sur sa voiture qui a explosé en 9 secondes, provoquant la mort de Roshan et du chauffeur ».

Le rapport fait état d'activité inhabituelle dans la zone de l'assassinat : « Les agents du Mossad ont observé un grand nombre de véhicules et des gens qui accourent, au milieu d'une présence policière massive. L'un des agents qui espionnait les communications entre la police de Téhéran et les forces de sécurité a rapporté qu'il y avait une activité inhabituelle dans la région, mais que le calme a été réinstauré peu de temps après », rapporte le Sunday Times.

Campagne estudiantine en réponse à l'assassinat de Roshan :

En réaction à l'assassinat du scientifique Ahmadi Roshan, des étudiants universitaires iraniens ont lancé une campagne de volontariat pour travailler dans les sites nucléaires iraniens, et ce, dans une lettre adressée au président de l'organisation iranienne de l'énergie nucléaire, Faridoun Abbassi.

Dans le même cadre, des centaines d'étudiants à l'université polytechnique de Shérif (Téhéran) ont présenté des demandes pour changer leur spécialité en « génie nucléaire ».

17/01/2012

IRIB

[L'AIEA derrière l'assassinat de Roshan?](#)

Quelques jours avant l'attentat qui a coûté la vie mercredi à l'ingénieur Rochan, ce dernier a rencontré des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En qualité de directeur adjoint du site nucléaire de Natanz pour le département du commerce, il était censé évoquer avec ses interlocuteurs les

récents développements liés au dossier nucléaire. comment ne pas s'interroger sur la quasi concomitance de cette rencontre et de son assassinat?

Le nom de Rochan figurait sur la liste des personnalités iraniennes sanctionnées par le Conseil de sécurité et c'est l'AIEA qui a fourni ces noms à l'Instance. Mais avait-il le droit de le faire? N'était-elle pas appelé par la nature même de ses fonctions à tenir secret le nom des scientifiques iraniens?

Depuis près de huit ans, la RII a fait preuve d'une extrême ouverture envers l'AIEA pour l'unique raison de rester dans le cadre tracé d'un traité (TNP) dont elle est signataire. Mais jusqu'où iront cette patience, cette ouverture cette coopération? l'opinion publique iranienne se le demande de plus en plus et exige une réponse....

12/01/2012

IRIB

Les Voisins

Chine

Pékin "opposé à des sanctions unilatérales" américaines contre Téhéran.

Pékin s'est dit, aujourd'hui, "opposé à des sanctions unilatérales" contre Téhéran, en référence à la loi de financement du Pentagone qui renforce les sanctions contre le secteur financier de l'Iran, afin de contraindre ce pays à abandonner son programme nucléaire. "La Chine s'oppose à ce qu'une loi nationale prévale sur les règlements internationaux et impose des sanctions unilatérales à d'autres pays", a déclaré le porte-parole de la diplomatie chinoise, Hong Lei, en réponse à une question sur cette loi promulguée samedi par Barack Obama.

Les nouvelles mesures prévoient d'autoriser le président américain à geler les avoirs de toute institution financière étrangère qui commercerait avec la Banque centrale iranienne dans le secteur du pétrole.

L'Union européenne réfléchit parallèlement à un possible embargo sur le pétrole iranien.

Soutien traditionnel de l'Iran, la Chine -qui y achète beaucoup de pétrole- est devenue son premier partenaire commercial avec des échanges bilatéraux de 30 milliards de dollars, contre seulement 400 millions il y a 15 ans. "La Chine a des échanges économiques et énergétiques ouverts et transparents avec l'Iran, et ces échanges ne violent pas les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et ne portent pas atteinte à des intérêts tiers", a encore affirmé mercredi M. Hong. Les sanctions frappant l'Iran ont permis aux sociétés chinoises d'accroître largement leur présence dans ce pays.

Par ailleurs, le rial iranien a repris aujourd'hui 21% face au dollar, deux jours après l'intervention de la Banque centrale, selon un site spécialisé. Un dollar était vendu à 14.000 rials mercredi contre 17.800 rials lundi.

Le rial avait plongé après l'annonce des nouvelles sanctions américaines.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Mines, Mehdi Ghazanfari, avait déclaré mardi que le gouvernement avait demandé à la Banque centrale "d'injecter des dollars sur le marché et qu'elle a promis de le faire".

OLJ/Agences

http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/738837/Nouvelle_mise_en_garde_iranienne_contre_la_marine_US_dans_le_Golfe.html

Inde

[L'Inde continuera d'acheter du pétrole iranien malgré les sanctions américaines.](#)

L'Inde a déclaré qu'elle continuerait d'acheter du pétrole iranien en dépit des sanctions imposées par les Etats-Unis sur Téhéran, ont rapporté mercredi les médias indiens.

"Nous avons accepté les sanctions prises par les Nations Unies. Les autres sanctions ne s'appliquent pas aux pays pris individuellement", a déclaré le secrétaire indien aux Affaires étrangères Ranjan Mathai mardi à la presse.

"Nous continuons d'acheter du pétrole à l'Iran", a-t-il confirmé.

Il a également fait savoir qu'une délégation indienne était partie afin de mettre au point un mécanisme permettant de poursuivre les achats de pétrole iranien, et notamment un mécanisme de financement à cet égard.

La délégation devrait revenir dans quelques jours et faire un rapport au gouvernement. Il est prévu que

soit élaboré un mécanisme commercial basé sur les devises indienne et iranienne - la roupie et le rial - permettant à New Delhi de commercer directement avec Téhéran.

Le brut iranien représente environ 12% de la consommation pétrolière de l'Inde.

18 janvier

(Xinhua) --

http://french.news.cn/monde/2012-01/18/c_131366968.htm

Turquie

Xinhua : [La Turquie n'appliquera pas les sanctions des États-Unis contre l'Iran.](#)

La Turquie a annoncé qu'elle ne se conformerait pas aux nouvelles sanctions des États-Unis contre l'Iran, malgré la campagne menée par Washington pour multiplier les sanctions contre Téhéran du fait de son programme nucléaire.

"La Turquie ne se considère pas comme liée par des sanctions prises unilatéralement ou en groupe, mais seulement par celles imposées dans le cadre du chapitre sept de la Charte des Nations unies", a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Selcuk Unal. "Nous sommes favorables à un règlement du litige sur le nucléaire par des moyens diplomatiques", a dit M. Unal.

Les États-Unis ont renforcé leurs pressions sur Téhéran avec une nouvelle série de sanctions visant à arrêter ce que les gouvernements occidentaux qualifient d'efforts iraniens pour développer l'arme atomique.

Ces sanctions visent l'industrie pétrolière iranienne, dans une tentative pour interdire les institutions financières du marché américain de commercer avec la banque centrale iranienne.

La compagnie Turkish Petroleum Refineries Corporation (Tupras), plus grand importateur de pétrole brut du pays, achète une grande partie de cette matière première à l'Iran.

"Tupras poursuit ses importations et à l'heure actuelle il n'y a eu aucun changement de notre feuille de route", a déclaré jeudi le ministre turc de l'Énergie Taner Yildiz.

La Turquie s'est opposée en 2009 à une proposition de sanctions contre l'Iran, faisant valoir que ce problème devait être résolu par des moyens diplomatiques.

La semaine dernière, le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, en visite à Téhéran, a discuté de la question d'une reprise des pourparlers sur le nucléaire avec les pays occidentaux. La Turquie a accueilli en janvier 2011 un round de ce dialogue sur le nucléaire entre l'Iran et le G5+1, soit les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies plus l'Allemagne, mais les deux parties ne sont pas parvenues à un accord.

"La partie iranienne a dit être déterminée et prête à reprendre les discussions (sur son programme nucléaire)", avait déclaré auparavant M. Davutoglu lors d'une conférence de presse à Ankara.

Aucune date ou lieu de visite n'a jusqu'à présent été convenu pour une reprise des pourparlers sur le nucléaire, a déclaré M. Unal, ajoutant que "si on nous transmet une demande d'accueillir des discussions sur le nucléaire, nous la considérerons favorablement".

Par ailleurs, le président du Parlement iranien Ali Larijani, ex-négociateur sur le nucléaire, a rencontré jeudi le président turc Abdullah Gul, son Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, le président du Parlement Cemil Cicek ainsi que M. Davutoglu.

Source Xinhua

14/01/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/01/13/444s267225.htm>

Russie

La Russie aux USA au sujet de l'Iran : « prenez un verre d'eau fraîche et calmez-vous ! »

Ignoré par les grands média, nous reproduisons le message de Rogozine, relaté par Interfax et posté sur le site internet de Russie unie.

Le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine, ex-ambassadeur de la Russie auprès de l'OTAN depuis peu, est retourné ce vendredi 13 janvier au siège de l'OTAN à Bruxelles afin d'y tenir sa dernière conférence de presse. Le ton et le contenu sont restés dans l'esprit des avertissements lancés le 12 janvier par le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev.

Au sujet de la crise iranienne, Rogozine affirme :

« Pour les Américains, [l'Iran] est très éloigné, complètement de l'autre côté de la Terre, de la planète, du globe. Mais pour nous, il est juste au Sud de notre Caucase. Par conséquent, si quelque chose a lieu avec l'Iran, s'il est impliqué dans un genre d'initiative militaire, alors cela constitue une menace directe à notre sécurité. »

Pour Rogozine, la Russie, en tant que grande puissance « responsable » de la paix mondiale, partage les intérêts des Etats-Unis d'Amérique et d'autres nations quant à la non-prolifération d'armes de destruction massive.

« De plus, en tant que vice-président de notre gouvernement en charge de l'industrie nucléaire, pour Rosatom, je peux vous dire en des termes dénués d'ambiguïté que nous mènerons une politique très dure, destinée à empêcher des pays, tandis que nous les aidons à développer des sources modernes d'énergie, d'acquérir des technologies pour utiliser l'atome à des fins militaires. Cela n'arrivera pas. Je vous le garantie. » Précisant que la surveillance du processus d'exportation est en cours de resserrement, il a ajouté : « Nous remplissons strictement nos obligations internationales dans ce domaine. »

En même temps, a-t-il ajouté, c'est un droit pour chaque pays « de disposer de tout ce dont il a besoin, de se sentir à l'aise et solide. L'Iran aussi a ce droit. En conséquence nous voudrions dire à tous ceux qui prennent part à ce jeu agité autour de l'Iran : 'Calmez-vous. Baissez vos débats et vos déclarations publiques d'un ton. Gardez en tête que toute déclaration publique a des conséquences matérielles.' (...) Nous espérons que la crise actuelle autour de l'Iran s'apaisera par le fait de chacun d'entre nous. Si la tension continue de croître autour de l'Iran, et qu'elle se combine à la situation en Syrie, aux suites de la guerre civile en Libye, et au 'printemps arabe' à venir en Afrique du Nord, personne ne dira qu'il s'agit là de quelque chose d'insignifiant. Nous le répétons donc, 'prenez un verre d'eau minérale fraîche et calmez-vous'. »

Les préoccupations de Rogozine quant aux sanctions contre l'Iran ont été soulignées dans une déclaration faite à Moscou ce 13 janvier par le vice-ministre aux Affaires étrangères Guennadi Gatilov, qui a identifié la politique de sanctions, présentée en Occident comme une alternative à la guerre, comme étant une politique de guerre :

« Des sanctions supplémentaires contre l'Iran, ou une possible frappe militaire contre la République islamique d'Iran, seront incontestablement perçues par la communauté internationale comme poursuivant un objectif de 'changement de régime' à Téhéran. »

Il a aussi été interrogé sur la déclaration de Susan Rice, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, affirmant qu'une nouvelle ébauche de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies au sujet de la Syrie est attendue de la part de la Russie. Là encore, il a clairement refusé de cautionner toute politique visant à renverser le régime : « Malheureusement, l'approche de l'Occident est fondamentalement différente de la nôtre et, à en juger par les amendements avancés, [elle] vise essentiellement à défaire le régime Assad à Damas. »

12 janvier

<http://french.irib.ir/analyses/articles/item/164079-russes-aux-usa-au-sujet-de-liran-prenez-un-verre-d%E2%80%99eau-fra%C3%A0Eche-et-calmez-vous>

Conseil de sécurité russe : [Risque "d'escalade militaire" en Iran.](#)

Le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolaï Patrouchev estime qu'il y a un risque "d'escalade militaire" en Iran, les Etats-Unis, poussés par Israël, visant selon lui à un changement de régime dans ce pays, dans un entretien publié jeudi.

"Il y a un risque d'escalade militaire dans le conflit, vers laquelle Israël pousse les Américains", a déclaré M. Patrouchev dans cet entretien publié sur le site du quotidien Kommersant.

"Les Etats-Unis considèrent l'Iran comme le problème numéro un. Ils voudraient faire passer Téhéran du statut d'ennemi à celui de partenaire loyal, et pour cela changer par tous les moyens le régime en place", ajoute M. Patrouchev.

"Ils ont recours à l'embargo économique et à une aide massive aux forces d'opposition", poursuit le responsable russe.

"On entend depuis des années les affirmations selon lesquelles les Iraniens vont créer pratiquement la semaine prochaine une bombe atomique (mais) personne n'a encore prouvé l'existence d'un volet

militaire dans le programme nucléaire iranien", déclare-t-il.

L'Iran - déjà soumis à plusieurs sanctions de l'ONU - a démarré cette semaine une autre usine d'enrichissement, à Fordo (150 km au sud-ouest de Téhéran), provoquant un regain de tensions avec les Occidentaux, qui disent craindre que le programme nucléaire civil de Téhéran ne cache un volet militaire.

M. Patrouchev analyse la tension autour de la Syrie dans ce contexte.

"On veut punir Damas pas tant pour la répression de l'opposition que pour son refus de renoncer à ses relations d'allié avec Téhéran", affirme-t-il.

"Il y a des informations selon lesquelles les membres de l'Otan et des Etats arabes du Golfe persique, agissant selon le scénario rodé en Libye, veulent transformer leur ingérence actuelle dans les affaires syriennes en intervention militaire directe", affirme encore Nikolai Patrouchev.

"Cette fois, l'essentiel des forces de frappe sera fourni non par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie mais, peut-être, par la Turquie voisine, qui entretenait jusqu'à récemment des relations d'amitié avec la Syrie", estime le haut responsable russe.

La Turquie "est en rivalité avec l'Iran et a des ambitions immenses", juge-t-il.

Selon lui, "Washington et Ankara travaillent dès maintenant à divers plans de zones d'exclusion aérienne où pourraient se former et s'amasser des unités armées de la rébellion syrienne".

12/01/2012

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/739927/Risque_%22descalade_militaire%22_en_Iran_%28Conseil_de_securite_russe%29.html

Pakistan

Zardari : [Guerre contre l'Iran : c'est sans compter sur le Pakistan!](#)

Le Président pakistanais Assef Ali Zardari a rejeté d'emblée l'idée d'une participation aux côtés des Etats Unis dans une éventuelle guerre contre l'Iran. "Il n'est pas question non plus que nous limitons nos coopérations avec l'Iran dans un contexte de crise économique et de marasme en Europe et aux Etats Unis, un contexte qui empêche ces pays de nous aider, a-t-il ajouté.

12/01/2012

IRIB

5 Dans le monde

Canada

Préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran.

Dénonçons les criminels de guerre que sont Harper et compagnie!

Établissons un gouvernement anti-guerre!

Les Canadiens doivent défendre le principe que préparer la guerre est un crime de guerre tout aussi grave que les autres. La guerre d'agression, qui est le crime de guerre suprême, ne peut avoir lieu sans la préparation des conditions objectives et subjectives.

Défendre ce principe signifie qu'il faut tenir le gouvernement canadien responsable des préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran. Tous ceux qui concilient avec ces préparatifs de guerre sous un prétexte ou un autre doivent aussi être tenus responsables.

Les préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran s'ajoutent à la liste des crimes de guerre déjà perpétrés par la dictature fédérale et ses conciliateurs, liste qui, en plus de l'Afghanistan, comprend désormais la guerre d'agression contre la Libye. Le bellicisme de la dictature Harper était étalé au grand jour à la cérémonie du 24 novembre à Ottawa, avec la glorification de la guerre contre la Libye comme une grande victoire et avec triomphalisme répugnant, de style nazi.

En tant qu'État annexé au système impérialiste d'États dominé par les États-Unis, qui comprend les alliances agressives que sont l'OTAN et NORAD, la dictature fédérale de Harper prépare le pays et ses forces armées à une guerre contre la Syrie et contre l'Iran. Il s'agit d'un crime de guerre monstrueux de la part de tous ceux impliqués directement et de ceux qui concilient avec Harper.

Le 20 novembre, la dictature Harper a annoncé qu'un navire de combat canadien resterait en Méditerranée jusqu'à la fin de 2012, pour servir à « des évacuations et des blocus maritimes advenant que la violence de la Syrie dégénère en guerre civile ». Le gouvernement a dit que le *NCSM Vancouver*,

qui a participé à la guerre d'agression contre la Libye, sera réaffecté et intégré à l'opération « Active Endeavour » de l'OTAN en Méditerranée jusqu'au début de 2012 et sera ensuite relevé par le *NCSM Charlottetown* jusqu'à la fin de l'année. L'opération « Active Endeavour », qui a prétendument pour mission de combattre le terrorisme en Méditerranée, a commencé en octobre 2001.

Le ministre de la guerre, Peter MacKay, a dit au réseau CTV que le Canada est prêt à s'impliquer dans une guerre d'agression contre la Syrie. L'armée canadienne est « prête à toute éventualité », a-t-il dit. Une attaque contre la Syrie ne serait possible qu'après « une série de sanctions (internationales) graduées. [...] Je pense qu'il est clair pour un grand nombre de dictateurs que leur comportement ne sera pas toléré. Mais comment nous agissons et quelle sera la prochaine étape, cela dépendra de ce que certains appellent l'échelle de progression », a dit MacKay.

Cette « échelle de progression » est en référence à l'ingérence active des États-Unis et de l'Europe en Syrie où ils cherchent à fomenter une guerre civile réactionnaire et aux préparatifs de guerre à l'extérieur de la Syrie qui consistent à rassembler les forces de l'OTAN nécessaires à une invasion. Ces préparatifs comprennent une désinformation pour gagner de l'appui, sinon pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'opposition organisée à l'aventure militaire pour renverser le régime syrien et en établir un qui serait directement annexé au système impérialiste d'États sous la conduite des États-Unis.

La destruction de l'opinion publique contre la guerre d'agression se fait suivant la tactique colonialiste de diviser pour régner. Dans le monde contemporain d'une superpuissance unique, cela veut dire financer et armer des groupes d'opposition à l'intérieur du pays ciblé. La base de cette opposition peut être des différends tribaux, religieux ou nationaux ou tout simplement une opposition empressée de prendre le pouvoir avec l'appui de l'impérialisme étasunien. Le régime attaqué se défend avec force et on assiste alors à une escalade vers une guerre civile réactionnaire et des appels à une intervention internationale. Au Canada, un soutien important aux préparatifs de guerre de la dictature fédérale vient de ceux qui, sous la bannière de la « responsabilité de protéger », appuient l'appel à l'agression étrangère pour arrêter l'effusion de sang d'une guerre civile réactionnaire, comme pour la Libye et la Syrie. Cela comprend aussi ceux qui appellent au renversement du régime iranien. L'impérialisme américain convoite l'Iran et veut s'en emparer au détriment de ses rivaux européens. Il dénigre le régime iranien uniquement pour des raisons intéressées. Il omet le contexte d'une société qui a connu le renversement de son gouvernement par un coup d'État orchestré de l'étranger et qui a souffert en conséquence de la cruauté de la dynastie Pahlavi, le chah d'Iran. Depuis le renversement du chah en 1979, la société iranienne connaît un processus dynamique où font rage la lutte de classe et des contradictions et conflits attribuables à la transformation d'une société ancienne avec ses privilèges aristocrates et sa petite production en une économie socialisée moderne qui voit la croissance d'une classe capitaliste indigène désirant profiter des ressources naturelles du pays et de la grande production, d'une section qui lie son destin aux monopoles mondiaux et d'un mouvement ouvrier qui grandit et qui gagne en expérience.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de la dictature Harper abandonnent toute réflexion consciente et toute analyse de la guerre impérialiste. Ils refusent de reconnaître la vérité que la responsabilité des Canadiens de protéger les peuples du monde réside dans l'organisation et le développement d'un gouvernement anti-guerre ici même au pays. Elle commence par la formation d'un gouvernement qui prend la responsabilité de protéger le droit public et les droits de tous et de garantir ces droits en opposition au droit de monopole, en préparant aussi les conditions pour une alternative centrée sur l'être humain. Toute autre interprétation des responsabilités internationales du Canada est une fraude et un prétexte pour nous embrouiller dans l'annexion à la machine de guerre impérialiste de l'empire américain.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de Harper oublient que la véritable responsabilité de protéger vient des peuples eux-mêmes qui s'organisent pour défendre leurs droits. Le peuple est son propre libérateur. Ceux qui concilient avec la guerre oublient que le système impérialiste d'États déploie des espions et des agents partout pour provoquer l'anarchie et le chaos, comme le « groupe intégré de la sécurité » de la police canadienne qui a envoyé des espions et des agents au sein des groupes qui organisaient l'opposition aux rencontres du G20 en 2010 en Ontario.

Ceux qui concilient avec la guerre oublient que les principes de l'indépendance et de la souveraineté des nations, le droit de ne pas être attaqué par une grande puissance impérialiste et la nécessité d'un équilibre international fondé sur l'avantage réciproque et non sur la loi du plus fort sont le précieux héritage de la

victoire antifasciste de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne faut à aucun prix que ces principes soient abandonnés sous l'influence de la résurgence du fascisme et sous la pression du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis qui veut restaurer l'anarchie, la dictature et un état constant de guerre imposé par la loi du plus fort.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de Harper oublient que, dans les années 1960 et 1970, le Canada a également été la cible d'incitations à la guerre civile quand la GRC et des agents militaires des États-Unis ont tenté d'écraser la juste lutte du peuple québécois pour ses droits nationaux et de la transformer en une lutte dominée par un terrorisme aveugle, par l'anarchie et le chaos. La dictature fédérale de l'époque a imposé la *Loi sur les mesures de guerre* sous prétexte de combattre le terrorisme et a déployé l'armée dans les rues du Québec pour arrêter des militants et intimider ceux qui s'engageaient à défendre les droits de tous. En 1979, la Commission MacDonald sur les méfaits de la GRC a exposé le recours au terrorisme d'État et l'ingérence dans les organisations populaires afin de détourner la classe ouvrière et ses alliés de l'édification du nouveau. Les personnes progressistes à l'époque ont été fermement solidaires de la lutte de libération nationale du Québec contre l'impérialisme étasunien et le colonialisme anglo-canadien. Il s'agissait de s'opposer consciemment aux espions de la GRC et de l'armée américaine qui incitaient à la guerre civile réactionnaire avec des attentats terroristes et autres sales manoeuvres pour écraser la lutte de libération nationale du Québec, le mouvement ouvrier et les luttes de tous pour leurs droits, y compris les femmes et les Premières Nations. À l'époque, il existait un réel danger de guerre civile réactionnaire et d'intervention de l'armée américaine d'un côté ou de l'autre dans le but d'annexer à la fois le Canada et le Québec sous prétexte de défendre la sécurité nationale des États-Unis et de la responsabilité de protéger les civils.

La responsabilité des Canadiens est de se défendre contre la subversion et l'ingérence de la dictature fédérale et de l'impérialisme étasunien pour que la classe ouvrière et ses alliés puissent défendre les droits de tous et résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux qui existent présentement au pays. Cela veut dire être conscient des tentatives de la police politique d'infiltrer et de perturber les organisations du peuple et leurs luttes à la défense des droits de tous et pour une alternative centrée sur l'être humain. Il faut aussi être conscient que la « communauté internationale » déploie des espions et des agents et soudoie des groupes et des individus dans le but d'arrêter le progrès de la société et, si nécessaire, inciter à la guerre civile réactionnaire pour provoquer un changement de régime favorable à l'empire étasunien.

Concilier avec les ambitions guerrières de la dictature fédérale, c'est oublier que le monde entier est aux prises avec un système impérialiste d'États sous la conduite des États-Unis.

Concilier avec les ambitions guerrières, c'est oublier que les pays plus petits et moins puissants sont extrêmement vulnérables face à la subversion impérialiste et à l'incitation de divisions qui peuvent mener à une guerre civile réactionnaire.

La conciliation avec les ambitions guerrières mène à l'abandon des principes de non-ingérence dans les affaires internes des nations et des peuples souverains.

La conciliation avec les ambitions guerrières nie la vérité que les peuples sont leurs propres libérateurs et qu'ils sont en mesure de renverser leurs oppresseurs. Ayant oublié cela, il y a conciliation avec les guerres d'agression dirigées par les États-Unis sous prétexte de protéger les peuples de leurs propres régimes.

Concilier avec les ambitions guerrières, c'est détourner les peuples de leurs luttes à la défense de leurs droits pour plutôt s'engager dans quelque mouvement illusoire de solidarité avec ceux qui luttent pour leurs droits et qui refusent l'ingérence de l'impérialisme. Cela mène au sabotage de ces luttes.

La conciliation avec les ambitions guerrières signifie en pratique le refus de s'engager dans des luttes ici au pays pour mobiliser la classe ouvrière et ses alliés pour défendre les droits de tous, contester le droit de monopole et s'engager dans une lutte organisée, consciente et conséquente pour une alternative centrée sur l'être humain au Canada.

Non à l'agression contre la Syrie et l'Iran !

Dénonçons les criminels de guerre de Harper !

Dénonçons ceux qui concilient avec les criminels de guerre de Harper !

Organisons et luttons pour un gouvernement anti- guerre !

Venezuela

[Le Venezuela et l'Iran unis pour arrêter "la folie impérialiste" .](#)

Les peuples vénézuélien et iranien doivent agir de concert pour arrêter "la folie impérialiste" qui menace la paix et la vie sur terre, a déclaré lundi le leader vénézuélien Hugo Chavez.

"Le Venezuela et l'Iran sont accusés d'être agressifs mais cela n'est pas vrai. L'Iran n'a attaqué personne, et la révolution bolivarienne n'a attaqué personne ni bombardé personne non plus. Alors, qui a agressé d'autres pays et d'autres peuples?", a admonesté M.Chavez, recevant à Caracas son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad.

La seule "guerre" qui soit menée par le Venezuela est, selon M.Chavez, celle contre la pauvreté, la misère et l'injustice sociale.

"Les peuples du monde ne veulent plus de guerres, d'impérialisme. Nous respectons le droit international et le droit des peuples à l'autodétermination. C'est ainsi qu'on peut assurer la paix sur terre", a insisté M.Chavez.

Selon lui, le renforcement des relations avec l'Iran répond aux intérêts du peuple vénézuélien, et l'union des deux pays a un caractère pacifique.

10/01/2012

Ria Novosti

[Chavez et Poutine défendent la souveraineté de l'Iran, face aux puissances arrogantes.](#)

18/01/2012

Lors d'un contact téléphonique, le président vénézuélien et le Premier ministre russe ont plaidé en faveur de l'essor de leurs relations bilatérales et ont défendu la souveraineté de l'Iran et de la Syrie, face à l'intervention des puissances arrogantes.

Le ministère vénézuélien des Affaires étrangères a annoncé, mardi, dans un communiqué, qu'Hugo Chavez et Vladimir Poutine ont insisté sur le renforcement de leurs relations amicales, mais aussi, stratégiques, et qu'ils se sont engagés à poursuivre le processus normal de ces relations et échanges. Ils ont, également, parlé de leurs relations avec la Syrie et l'Iran, affirmant que ces deux pays jouissent de la souveraineté et de l'indépendance et que les puissances arrogantes ne peuvent intervenir, dans leurs affaires.

IRIB

6 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Les Vingt-Sept gèlent les avoirs de 143 nouvelles sociétés iraniennes.

Cette décision, qui intervient deux jours après le saccage de l'ambassade britannique en Iran, fait suite au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique selon lequel Téhéran a travaillé à la fabrication d'une arme atomique.

L'Europe a durci jeudi ses sanctions contre l'Iran du fait de son programme nucléaire controversé, deux jours après le saccage de l'ambassade britannique à Téhéran, et menace de s'attaquer d'ici fin janvier aux secteurs des finances et du pétrole iraniens.

Les ministres européens des Affaires étrangères réunis à Bruxelles ont gelé les avoirs et interdit de visa 143 nouvelles sociétés ou organisations iraniennes et 37 personnes supplémentaires.

Cette décision fait suite au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

http://www.france24.com/fr/20111201-lue-gele-avoirs-societes-iraniennes-durcit-sanctions-contre-teheran-nucleaire?ns_campaign=nl_bo_fr&ns_mchannel=email_marketing&ns_source=NLBO_48_20111202&ns_linkname=20111201_lue_gele_avoirs_societes_iraniennes_durcit&ns_fee=0&f24_member_id=1026180894835&ns_mail_job=1109484886&ns_mail_uid=1026180894835&ns_robot=partner-emailvision&ns_service=mail

Rogozine : [Un conflit iranien constituerait un danger direct pour la Russie.](#) 14/01/2012

L'implication de l'Iran dans des hostilités constituerait une menace directe pour la sécurité de la Russie, a estimé vendredi à Bruxelles Dmitri Rogozine, vice-premier ministre et représentant spécial du président russe pour la coopération avec l'Otan sur la défense antimissile.

"Si quelque chose arrive à l'Iran, s'il se trouve impliqué dans des hostilités, il s'agira d'une menace directe pour notre sécurité", a déclaré M.Rogozine lors d'une conférence de presse après quatre ans de travail au poste d'ambassadeur russe auprès de l'Alliance.

Et d'ajouter que la Russie était "incontestablement intéressée" à la non-prolifération des armes de destruction massives (ADM).

"Il va sans dire que, que, tout en aidant d'autres pays à développer des sources d'énergie modernes, nous les empêcherons fermement d'entrer en possession du savoir-faire en matière d'utilisation du nucléaire à des fins militaires", a-t-il martelé.

Dans le même temps, l'ex-délégué permanent russe auprès de l'Otan a souligné que chaque pays, y compris l'Iran, était en droit d'avoir tout le nécessaire pour vivre dans le confort et la sécurité.

En conclusion, M.Rogozine a espéré que l'actuelle crise autour de l'Iran serait désamorcée par des efforts collectifs.

Plusieurs pays occidentaux, les Etats-Unis en tête, soupçonnent l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme mené, selon Téhéran, à des fins pacifiques.

Selon des médias israéliens et occidentaux, le chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu cherche à convaincre ses ministres de soutenir une éventuelle attaque contre les installations nucléaires iraniennes. De son côté, le président israélien Shimon Peres a déclaré dans une interview à propos du problème iranien que "la possibilité d'une attaque militaire était plus proche qu'une option diplomatique".

Ria Novosti

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19